

## Sur fond de menaces guerrières, l'Iran en ligne de mire<sup>1</sup>

*Alors que la situation ne cesse de s'aggraver en Irak et en Afghanistan, la Maison-Blanche refuse de changer de cap. Et, pression ou menace réelle d'intervention, l'Iran est de plus en plus dans la ligne de feu des Etats-Unis.*

La veille du jour, le 23 janvier, où le président des Etats-Unis, George Bush prononçait son discours annuel sur l'état de l'Union devant un Congrès désormais hostile à sa politique belliciste, l'Irak avait connu une journée particulièrement sanglante. Près de 140 Irakiens avaient été tués. L'armée américaine avait perdu près de trente soldats en trois jours. Rien n'indique un coup de frein rapide de cette course avec la mort. Bien au contraire. Et c'est d'autres ennemis à mâter, d'autres guerres possibles qu'il est question à la Maison-Blanche.

En première ligne désormais, l'Iran. C'est que l'administration Bush fait montre d'une incroyable capacité de déni devant les réalités. De discours en discours, toujours la même ritournelle partielle. Comme, par exemple, pris au hasard, le discours sur l'état de l'Union de 1993, peu avant l'attaque contre l'Irak. A entendre le président à l'époque, la campagne d'Afghanistan avait été gagnée. Un deuxième front devait être ouvert qui déboucherait sur un nouveau triomphe. Car « *le monde est menacé par des dangers sans précédents.* » « *Des milliers de dangereux assassins, souvent soutenus par des régimes hors-la-loi, sont répartis dans le monde comme autant de bombes à retardement* » disait-il. Et il s'agissait d'interdire « *aux régimes les plus dangereux de la planète de nous menacer avec les armes les plus dangereuses du monde.* » Par exemple, l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. L'Irak fut le premier « interdit » sur la liste (sans d'ailleurs disposer des armes en question) et envahi. Aujourd'hui, l'Afghanistan et l'Irak offrent le spectacle de sanglants bordels. Mais il faut poursuivre la croisade. Quitte, comme Bush et ses amis ne cessent de le faire, à utiliser l'échec patent de leur politique mortifère pour s'entêter et aller de l'avant vers de mortelles inconnues. Le 14 janvier, par exemple, le président et son « vice- » Dick Cheney déclaraient qu'un « *échec en Irak renforcerait une menace significative pour la paix mondiale* » (la « paix mondiale » ?) et que « *l'Iran représente un problème bien plus large (qui) a fait sienne une version apocalyptique de l'avenir.* »

### Le « raté » de 2003

On ne saurait être plus clair. Bush et ses ultras ne dévient pas. La preuve ? On sait qu'en 2003, déjà, l'Iran était disposé à entendre les exigences occidentales. Récemment, la BBC exposait, preuves à l'appui, que Téhéran proposait aux Américains de cesser leur appui au Hezbollah et au Hamas, d'aider à la stabilisation en Irak et promettait une totale transparence nucléaire. En échange, l'Iran demandait aux Etats-Unis qu'ils abandonnent leur attitude hostile et la levée de toutes les sanctions. Le secrétaire d'Etat de l'époque, Colin Powell, balancé depuis lors, avait reçu ces propositions de manière favorable. Mais selon le chef de cabinet de Powell, Lawrence Wilkinson, l'offre « *une fois parvenue à la Maison Blanche a été rejetée par le bureau du vice-président Cheney, ce dernier s'en tenant à la ligne de conduite selon laquelle on ne traite pas avec le diable.* »

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 305 du *Journal du mardi*, 30 janvier 2007.

L'Iran reste donc clairement dans la ligne de mire des Etats-Unis et ce n'est nullement une métaphore. Le récent discours de George W. Bush présentant sa « nouvelle » stratégie pour l'Irak l'avait marqué clairement : dénonçant les manœuvres iraniennes sur le territoire irakien, il avait évoqué de possibles poursuites des « ennemis » en Iran et confirmé son refus de tout dialogue avec l'Iran, y compris sur le nucléaire. Et pour bien montrer sa détermination, il faisait arrêter par ses troupes des employés du consulat d'Iran à Erbil (Kurdistan irakien) malgré les critiques de hauts responsables irakiens.

Parallèlement, le tabloïd britannique *Sunday Times* révélait les plans israéliens de frappes aériennes sur l'Iran. Enfin, à l'occasion de sa récente tournée au Proche-Orient, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, obtenait le soutien de ses alliés dans la région : l'Égypte, la Jordanie ainsi que les six pays du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn, Oman, Koweït et Émirats arabes unis) au plan américain et notamment l'envoi de troupes supplémentaires en Irak. Ces mêmes pays avaient déjà fait savoir qu'ils s'opposeraient à toute velléité d'obtention de l'arme atomique par l'Iran et n'ont pas émis la moindre critique contre le renforcement de la flotte aéronavale américaine dans le Golfe.

### « Menace régionale »

Comme l'écrivait récemment *Le Monde*, « deux mois après la défaite de ses amis républicains aux élections de mi-mandat, George W. Bush n'a pas changé de stratégie en Irak, mais il a ouvert un nouveau front au Moyen-Orient. De Bagdad, l'attention s'est déplacée vers Téhéran. » Non sans une certaine et dangereuse logique, comme on l'a vu plus haut. Car tel reste le leitmotiv de l'administration actuelle, surtout depuis les attentats du 11 septembre 2001 : mettre au pas les régimes « diaboliques » dans cette région d'Asie. On se souvient de la fameuse formule « *Iraq first* » fleurissant au lendemain de l'attaque contre le *World Trade Center* et le Pentagone. Mais ce fut l'Afghanistan et les talibans qui furent les premiers frappés. Sans que le talibanisme s'en trouve aujourd'hui éradiqué. Puis, nombreux ont été les conseillers présidentiels à considérer que le régime des mollahs était plus dangereux encore que celui de Saddam Hussein. Mais Bush donna la priorité à l'Irak sur la liste des Etats-voyous. Désormais, il est de bon ton à Washington de gloser autour de ce que Dick Cheney nomme la « menace multidimensionnelle » que représente l'Iran « pour toute la région. » Le fait est que le fiasco de l'aventure irakienne n'est pas pour rien dans la montée en puissance de Téhéran, et, dans la foulée, du Hezbollah libanais, des chiites irakiens, voire du Hamas palestinien...

### Frappera ou pas ?

Contrairement à ce que préconisait le rapport Baker-Hamilton, l'ouverture de discussion avec l'Iran – pas plus qu'avec la Syrie – n'est à l'ordre du jour. On en reste à la confrontation. Avec déjà des signes avant-coureurs. En Irak, l'arrestation de cinq diplomates iraniens a fait grand bruit. Il est question, d'autre part, d'incursions militaires ciblées sur le territoire iranien pour y dénicher des activistes qui « pêchent en eau trouble » (Dick Cheney). Et le déploiement aéronaval dans le Golfe pourrait être d'autant moins du bluff que Washington n'a cessé de répéter qu'aucune option n'était exclue pour empêcher l'Iran de poursuivre ses

recherches nucléaires. Certains affirment que Bush ne quittera pas le pouvoir sans frapper les sites nucléaires iraniens, surtout en cas de fuite en avant des dirigeants perses. Perspective qui, toutefois, est de plus en plus contestée en Iran même et risque de déplaire fortement à la majorité démocrate du Congrès.

Les autorités israéliennes, en alertant sur le « *danger nucléaire iranien* », poussent les Etats-Unis à agir...pour éviter, peut-être, de le faire elles-mêmes. Israël, qui n'ignore pourtant pas que Téhéran dispose de missiles Shahab-3 capables d'atteindre Tel-Aviv, doit se préparer à frapper, estime-t-on dans la capitale où l'on reste convaincu que la politique de sanctions n'aura aucun effet. Début janvier donc, le britannique *Sunday Times* affirmait que deux escadrilles de l'armée de l'air israélienne s'entraînent pour mener l'offensive contre des installations nucléaires iraniennes en utilisant notamment des bombes nucléaires de faible intensité appelées « *bunker busters* » et des armes conventionnelles guidées par laser. Cette attaque aurait lieu si une attaque conventionnelle était écartée et si les Etats-Unis refusaient d'intervenir. Un responsable israélien a parlé d' « *informations absurdes* ».

S'agit-il seulement de faire pression sur le gouvernement iranien ? Une seule chose est sûre : les conséquences diplomatiques et militaires d'un conflit armé avec l'Iran seraient de toute manière catastrophique pour toute la région. Mais petit à petit, un dangereux dispositif guerrier se met en place. Jusqu'à présent, l'Union européenne travaille à privilégier la voie du dialogue. Pour les peuples du Moyen-Orient, il n'y a pas d'alternative à ce choix.

### **La résolution 1737**

Pour rappel, à la fin décembre 2006, le Conseil de sécurité de l'ONU adoptait la résolution 1737 imposant à l'Iran des sanctions affectant le commerce de matériaux et technologies dangereux pour l'amener à cesser d'enrichir de l'uranium, et donc produire du combustible utilisable pour fabriquer des bombes nucléaires. Il faut rappeler que les dirigeants iraniens affirment que leurs projets restent strictement dans le cadre civil. Le vote onusien fut unanime mais après des mois de palabres. Si la résolution est obligatoirement applicable, toute action militaire était exclue. Il s'agissait également de surveiller les déplacements éventuels d'un certain nombre de personnes quittant l'Iran. Enfin, il était établi que les sanctions seraient levées si l'Iran abandonnait ses activités d'enrichissement d'ici le 21 février. Ahmadinejad qualifiait le texte de « *bout de papier froissé*. » Et l'Iran annonçait la construction de 3000 centrifugeuses. Puis il a interdit récemment l'accès à des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique et procédé à des essais de missiles à courte-portée en riposte à la venue dans le Golfe persique d'un second porte-avions américain. Washington a commencé à déployer dans la région des missiles Patriot et des sous-marins nucléaires.

### **Un président de plus en plus critiqué**

La cote de popularité de Mahmoud Ahmadinejad est en chute libre. Ce qu'avait déjà démontré les récentes élections municipales, avec, comme exemple, la « tatouille » prise par son parti à Téhéran. C'est que le temps des promesses démagogiques et du style ostensiblement dépouillé du président ont fait long feu. La vie quotidienne des Iraniens est catastrophique pour les pauvres, très difficiles pour les classes moyennes. L'inflation est en hausse comme le chômage et la croissance ralentit. Or, le chef de l'Etat s'est fait élire sur son engagement d'aider les plus pauvres. L'inflation serait de 20% selon des experts et non de 12% comme s'en vante Ahmadinejad qui parle d' « *un des succès de son gouvernement*. » Résultat, le prix des produits de première nécessité augmente vertigineusement. Au point que, récemment, le président a été attaqué au Parlement (le *Majlis*)...sur le prix des tomates. Celui-ci aurait été multiplié par trois en un mois. Dans le logement, les prix ont augmenté de 50%. Un récent rapport du *Majlis* s'inquiète des conséquences d'une aggravation de l'embargo économique américain « *qui pourrait causer une détérioration des conditions de vie pour une section importante de la population*. »

Mais c'est aussi contre la politique étrangère du régime que montent les critiques. « *Il faut agir avec raison face à l'ennemi et ne pas la provoquer* » vient faire savoir l'ancien dauphin de Khomeyni, Hossein Ali Montazeri. La presse n'est pas en reste, y compris les journaux conservateurs. Comme le quotidien *Jomhourī Eslami* qui demande au président de ne plus parler du nucléaire « *à tout bout de champ* » pour ne pas « *fournir de prétexte* » aux ennemis du pays... De plus en plus, « *l'aventurisme du président* » est dénoncé.